

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/132/Add.1

9 avril 1999

(99-1413)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD: RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUÉS PAR LES PAYS DÉVELOPPÉS MEMBRES

Addendum

ÉTATS-UNIS

Le présent document contient les renseignements sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC que la délégation des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat le 17 février 1999.

Résumé des dispositions législatives relatives au transfert de technologie vers les pays en développement.¹

Titre 20: Enseignement

L'article 226 encourage les gouvernements des États, les universités, les établissements d'enseignement postsecondaire et les entreprises à offrir des bourses d'études à des étudiants venant de pays des Caraïbes et d'Amérique centrale. Ces bourses ont pour but de contribuer au développement des pays en question.

Titre 22: Relations extérieures

L'article 2151 prévoit l'application d'une politique visant à aider la population des pays en développement à acquérir des connaissances et des ressources. Cette disposition est également connue sous le nom de Loi de 1961 sur l'aide aux pays étrangers.

L'article 2151d habilite le Président à fournir une assistance aux pays en développement sous forme de collecte et d'analyse de données, de formation de personnel qualifié, de recherche-développement dans le domaine de l'énergie et de programmes pilotes pour expérimenter de nouvelles méthodes de production d'énergie (voir les alinéas b) et d)).

L'article 2182 encourage l'utilisation de l'héliotechnique dans des projets de construction de logements dans le monde entier. Cette disposition n'indique pas expressément que le transfert de technologie est encouragé.

¹ Le texte des dispositions mentionnées dans la liste et d'autres documents d'information sur les activités y relatives peuvent être consultés par les délégations intéressées au Secrétariat de l'OMC.

Les **articles 2191 et 2194** portent sur la création de la Overseas Private Investment Corporation (société d'encouragement aux investissements privés à l'étranger) dont les objectifs sont de mobiliser les capitaux privés et le personnel qualifié américains et faciliter leur participation au développement des pays peu développés.

L'**article 2293** établit notamment un fonds de développement pour inciter le secteur privé à promouvoir le développement de l'Afrique subsaharienne. L'une des activités d'assistance qu'il prévoit est l'accomplissement de recherches sur les pratiques agricoles (voir l'alinéa i) 1) A)). D'autres méthodes d'aide consistent à fournir un appui technique, une formation et un enseignement afin d'améliorer l'utilisation des ressources naturelles (voir l'alinéa i) 1) B), points ii) et iii)).

Les **articles 2295, 2295a et 2295b** habilite le Président à prendre différentes mesures d'assistance en faveur des États indépendants de l'ex-Union soviétique. En vertu de l'alinéa 7) de l'article 2295, il peut autoriser la fourniture des technologies appropriées en matière de télécommunications et d'une formation en vue de l'acquisition des qualifications nécessaires pour produire des émissions de télévision pédagogiques. En vertu de l'alinéa 10), il peut encourager la recherche ainsi que la fourniture de techniques protégeant l'environnement, d'enseignement et de formation par les entreprises et les universités américaines.

L'**article 2351** incite les entreprises américaines à contribuer à la consolidation de l'économie des pays en développement amis par l'échange d'idées et de données techniques.

L'**article 2421a** établit un office des projets d'investissement au sein de l'Agence pour le développement international (USAID). Cet office a pour fonction de contribuer à la construction d'infrastructures dans les pays en développement. L'alinéa c) 6) B) encourage les entreprises américaines spécialisées dans les technologies de pointe à aider ces pays dans la mise au point de leur infrastructure technique.

L'**article 3262** prévoit un programme d'assistance aux pays en développement concernant l'exploitation de l'énergie. Ce programme prévoit la mise en valeur des ressources énergétiques, l'application des technologies appropriées dans ce domaine et des échanges de chercheurs, de techniciens et d'experts en énergie.

Le **chapitre 50 (articles 3501 à 3513)** crée l'Institute for Scientific and Tehnological Cooperation (l'Institut de coopération scientifique et technologique) qui a pour fonctions de favoriser la recherche sur les problèmes de développement des pays peu développés et de faciliter la coopération scientifique et technologique avec ces pays. L'article 3503 définit les fonctions de l'Institut, à savoir, soutenir la recherche américaine sur les problèmes fondamentaux du développement, favoriser l'échange de savants et d'experts et encourager les entreprises américaines à participer à la coopération scientifique et technologique avec les pays en développement.

L'**article 4703** crée des bourses d'études en faveur de ressortissants de pays en développement dans des établissements d'enseignement américains dans le cadre de l'assistance au développement économique de ces pays.

Le **chapitre 63 (articles 5401 à 5495)** établit le programme de soutien de la démocratie en Europe orientale (SEED) qui prévoit une aide à l'agriculture, des dons pour soutenir des "fonds d'entreprises" qui fournissent une assistance technique et une formation, et des programmes de formation technique visant à contribuer au développement de l'économie (voir les articles 5401 c), 5421, 5422 et 5423). Le programme SEED prévoit par ailleurs l'offre de bourses à des étudiants de la Pologne et de la Hongrie leur permettant de se former dans des universités, des établissements d'enseignement postsecondaire ou des entreprises américaines (voir l'article 5442). En outre, cette loi

habilite l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) à mener des activités d'enseignement, de formation et de recherche en faveur de la Hongrie et de la Pologne (voir l'article 5452).

L'article 5821 prévoit la création de centres d'affaires américains dans les États indépendants de l'ex-Union soviétique qui devraient faciliter la démonstration et l'utilisation du matériel et de la technologie des États-Unis dans le domaine agricole et servir par ailleurs de centrale de renseignements techniques.

L'article 5861 établit une fondation de recherche-développement, créée par le Directeur de la National Science Foundation (Fondation nationale pour les sciences) en consultation avec le Directeur du National Institute of Standards and Technology (Institut national de la normalisation et de la technologie). La Fondation finance en partie des projets de recherche, de développement et de démonstration menés conjointement par des entreprises et chercheurs américains, des ingénieurs et entrepreneurs des États indépendants.

Titre 26: Code des impôts

L'article 501 prévoit un crédit d'impôt pour les organisations remplissant les conditions requises (voir les points A) et B) de l'article 41 e) 6) mentionné dans l'article 231 d) 2) du Code des impôts de 1986) et dont les activités portent exclusivement sur l'examen de divulgations de techniques, sur l'obtention d'une protection et sur l'octroi de licences relatives à des technologies ou sur l'allocation de bourses pour la recherche. Cette disposition n'est pas seulement applicable aux organisations qui font du transfert de technologie vers les pays en développement.

Les articles 951, 955, 956, 959 et 1248 traitent de l'impôt dû par un actionnaire américain d'une société étrangère qui investit dans un pays en développement. Aucun de ces articles ne mentionne explicitement la technologie.

Titre 42: Santé publique et protection sociale

L'article 7671b exige de l'Administrateur qu'il soumette au Congrès un rapport indiquant les programmes de transfert de technologie qui pourraient favoriser la réduction des émissions de méthane dans les pays en développement (voir l'alinéa c) 2) de la Loi sur les études consacrées au méthane).

L'article 13316 établit un programme de transfert de technologie qui aide les entreprises américaines à transférer vers les pays étrangers des technologies relatives aux sources d'énergie renouvelables. Le programme prévoit une aide financière en vue d'encourager ces entreprises à participer à des projets sur l'énergie dans les pays en développement (voir les alinéas b) 7), b) 9) et d) 1) A)).

L'article 13362 établit un programme de transfert de technologie qui aide les entreprises américaines à transférer vers les pays étrangers des techniques de combustion non polluante du charbon. Le programme prévoit une aide financière pour encourager ces entreprises à participer à des projets sur l'énergie dans les pays en développement (voir les alinéas b) 7), b) 9) et d) 1) A)).

L'article 13387 établit un programme de transfert de technologie relative à l'environnement. Ce programme crée un mécanisme financier visant à encourager les entreprises américaines à participer à des projets sur l'énergie qui réduisent notablement la pollution dans les pays en développement.
